



Groupe Justice et Libération

*Association chrétienne de défense des droits de l'homme
(KISANGANI)*

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Avenue Major Vangu, n° 9, Commune de la Makiso, Kisangani (RDC)
Tél. 00.243.81.200.27.71 ou 00.243.98.49.68.67 ; Fax 00.873.762.014.332
E-mail : gjlrdc@hotmail.com

L'ISSUE DE LA FRAGILE TRANSITION CONGOLAISE TOUJOURS SUSPENDUE AU REEL ENGAGEMENT DES ACTEURS POLITIQUES

I. LES FAITS

Après la découverte d'une nouvelle cache d'armes à Nguba dans la commune d'Ibanda à Bukavu, le Major KASONGO, résidant à la maison où les armes incriminées se trouvaient, a été transféré à Kinshasa sur ordre du Général NABYOLWA, Commandant de la 10^{ème} région militaire.

Mécontent de cette décision, le Colonel MUTEBUSI, Second du Général NABYOLWA et ancien officier du RCD, a ordonné aux militaires de son obédience d'attaquer la résidence du Général. Celle-ci a eu lieu dans la nuit du 23 au 24 février 2004 aux environs de minuit. La fusillade a duré une trentaine de minutes et a semé la confusion dans toute la ville de Bukavu.

Le matin, on a vu les anciens militaires du R.C.D. piller la résidence du Général à Nyawera et récupérer les armes saisies qu'ils ont amenées à une destination inconnue. La ville est restée pendant plus de quatre heures sous le contrôle des éléments du Colonel MUTEBUSI. Les écoles et les magasins sont restés fermés tandis que les habitants de Bukavu se terraient chez eux .

Le Général NABYOLWA avec certains éléments de son escorte ont réussi à quitter la résidence pour une destination inconnue.

Pour protester contre l'arrestation du Major KASONGO, le R.C.D. a menacé de quitter les institutions de la transition

On a appris ce mercredi 25 février qu'une solution au sommet du pouvoir à Kinshasa a été prise pour libérer le major Kasongo et le laisser regagner son poste d'affectation à Bukavu.

II. ANALYSE

Si la réunification du pays s'est faite sur le plan politique, beaucoup reste encore à faire dans d'autres domaines particulièrement dans celui de la réunification de l'armée, de la police et des services de sécurité. La découverte de plusieurs caches d'armes à Bukavu confirme que les différents belligérants de la crise congolaise ne se font pas confiance.

L'impression générale qui se dégage de cette situation est que chaque belligérant contrôle encore son espace territorial et voudrait y rester. Ainsi, si la situation demeure comme telle, il y a risque que les élections prévues à l'issue de la transition ne se déroulent pas avec comme risque l'embrasement du pays. Pour éviter le pire, nous recommandons :

- A tous les acteurs politiques congolais à respecter scrupuleusement les termes de l'Accord global et inclusif et de la Constitution de transition ;
- Au Gouvernement de transition, d'accélérer les mécanismes de réunification totale et effective de l'armée, de la police et des services de sécurité ;
- Au Parlement de transition, d'accélérer l'examen et l'adoption des différentes lois relatives à l'armée, aux partis politiques et autres institutions citoyennes ;

- Au peuple congolais de rester vigilant et de dénoncer toutes les entraves risquant de compromettre la transition.

Fait à Kisangani, le 25 février 2004

Pierre KIBAKA

Secrétaire

François ZOKA

Président